

PIERGIORGIO BELLOCCHIO

Le terroriste au goût du jour

1981

« Je lis de tout... de la science-fiction et des policiers, des romans et de la poésie... un peu de tout, de Trakl à Ceronetti et à Rilke... Quelques exemples? *La Montagne magique*, *Sociobiologie: la nouvelle synthèse*, Sciascia, Feyerabend, Weber, les Évangiles, Kafka, Bateson, Canetti.

Nietzsche, naturellement. Et Wittgenstein. Comme vous voyez, ce que tout le monde lit: un peu de mode culturelle et un peu de snobisme, de la littérature et de la science, la “pensée négative” et des sujets religieux... Je lis *La Repubblica* (1) et *Alfabeta* (2), comme les autres... Et puis des livres politiques: encore une fois, ce que lisent tous les gens comme moi, même s'ils font des choix différents... Des auteurs allemands et anglo-américains: Offe, O'Connor et Habermas. » Ce lecteur omnivore qui se dit lui-même parfaitement conforme aux modes culturelles en vigueur est un jeune homme de vingt-cinq ans, qui a cependant fait le choix d'une vie radicalement hors du commun. Claudio F. est en effet un terroriste. Son témoignage figure dans le livre de Luigi Manconi *Vivre avec le terrorisme* (Mondadori, 1980).

Sans doute Claudio F. bluffe-t-il un peu avec ses lectures. En tout cas, s'il lit vraiment les livres dont il parle, il ne semble pas en tirer un grand profit. Ce n'est pas que Trakl et Kafka, Wittgenstein et Feyerabend, sans oublier les Évangiles, soient par définition incompatibles avec la lutte armée; mais ils le sont avec l'explication sommaire et désinvolte qu'en donne Claudio F. L'hypothèse la plus probable est qu'il s'agisse de lectures d'évasion, où Nietzsche

et les romans policiers, la sociobiologie et la science-fiction ont une seule et même fonction de divertissement, de distraction, de curiosité.

« Au début », précise par ailleurs notre terroriste, « je ne lisais que des textes sur la politique, sur l'idéologie et sur la guerre ». Et aussi, « à une certaine époque, rien d'autre que Brecht ». Et, naturellement, Lénine et Mao.

Une culture efficace, formatrice, ayant des conséquences pratiques, paraît donc avoir existé, même si, de toute la pensée révolutionnaire, le sophistiqué Claudio F. ne sait rien tirer d'autre que deux citations usées jusqu'à la corde, qu'il n'hésite pas à nous débiter sur le ton d'une maîtresse enseignant qu'un et un font deux aux enfants du cours préparatoire : « La démocratie, c'est le fusil sur l'épaule des ouvriers » et « La révolution n'est pas un dîner de gala ».

Mais il est évident que pour Claudio F. cette « culture » n'est plus désormais qu'un alibi, comme l'est la religion pour beaucoup de dévots. L'idée de lire à nouveau Brecht, Mao ou « ce bon vieux Lénine » ne l'effleure même pas.

Trop ennuyeux, les pauvres ! Avec tout ce que le marché offre de nouveau et de brillant... Il n'a aucune envie de remettre en question les bases théoriques sur lesquelles il a fondé son choix. Son caractère inconfortable et risqué suffit à le justifier.

S'étant ainsi débarrassé une fois pour toutes de la question principale, notre terroriste peut faire étalage de son absence de préjugés. Il parle avec commisération du « moralisme » des Brigades rouges, revendiquant son droit absolu à être « complexe » et « contradictoire ». Il avoue qu'il trouve « terriblement inadéquate » la production théorique de sa propre organisation. Il admet que la plus grande partie de son travail « est un boulot de merde. Exactement comme le travail capitaliste : répétitif, monotone, aliénant ». Il parle longuement de sa propre « misère » existentielle.

Mais plus il se confesse, plus il concède, plus il s'absout.

Si Claudio F. a dû quitter sa petite amie, s'il en est réduit à se masturber, s'il n'a plus d'amis, si sa vie est glauque, frustrante, mortellement ennuyeuse, c'est la faute de l'ennemi de classe, « à qui nous demanderons des comptes pour nos souffrances ». Et puisque blesser et tuer rend « inhumain », cela aussi sera mis « sur le compte, très lourd, que le capitalisme et sa classe politique devront payer ».

Car ce qui fait le plus enrager Claudio F. est d'« être contraint de faire des choses que je n'ai pas choisi de faire. Vous avez bien compris : *que je n'ai pas choisi de faire*. Je m'explique : ce n'est pas moi qui ai choisi l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce n'est pas moi qui ai choisi les guerres impérialistes, ni le mode de production capitaliste, l'aliénation du travail, les meurtres blancs (3) et les nuisances. Je choisis simplement d'être du côté de ceux qui se révoltent contre tout cela. Avec des instruments et des armes qui, encore une fois, n'ont pas été choisis par moi, mais par le développement historique de la lutte des classes, par le progrès technologique et par le développement des forces productives. » Ses cibles humaines, donc, sont non seulement coupables d'avoir perpétré les crimes à cause desquels notre terroriste leur a tiré dessus, mais également de l'avoir « contraint » à le faire. Les « moralistes » des Brigades rouges, ces staliniens grossiers, ne se sont jamais abaissés (reconnaissons-le) à recourir à de telles arguties. Peut-être parce qu'ils ne lisent pas Rilke et Ceronetti.

Un autre cliché récurrent dans le témoignage du terroriste est la comparaison négative. Les règles sur lesquelles se fonde l'organisation ne sont pas démocratiques, c'est vrai ; mais « c'est tout de même une méthode infiniment plus démocratique que celle par laquelle les décisions se prennent dans un journal, dans un conseil municipal ou dans le Parlement de la République ». D'accord, la vie du clandestin est insatisfaisante, aliénée, misérable ; mais « vous croyez peut-être que la vôtre est meilleure ? » Claudio F. conclut :

« Il vaut mieux mourir en combattant que vivre en esclave. Et, permettez-moi de vous le dire, votre vie ne me paraît pas très différente de celle des esclaves. » Nous ne sommes pas seulement ici en présence d'une argumentation incongrue, mais d'un piège psychologique et moral, que je connais bien pour y être tombé plus d'une fois. Nous devons apprendre à ne jamais céder à ce type de chantage.

Cher Claudio F., le problème n'est pas de savoir si ta vie est meilleure ou pire que celle d'un autre, mais quels sont les sens et les conséquences politiques de ton action.

Je peux admettre que ma vie n'est « pas très différente de celle des esclaves ». Mais je dois ajouter que ma vie, comme celle de beaucoup d'autres, était un peu moins une vie « d'esclave », un peu moins une vie « de merde », avant que vous n'ayez pris, toi et un très grand nombre d'autres jeunes gens, la décision catastrophique de lancer dans la lutte armée la précieuse force de votre révolte, de votre exigence d'intégrité, de votre capacité de sacrifice. Les causes de la fin de la « nouvelle gauche » sont nombreuses, chacun d'entre nous en porte la responsabilité, pour ce qu'il a fait et ce qu'il n'a pas fait. Mais il est certain que le terrorisme y a puissamment contribué, avec des effets dévastateurs. Si aujourd'hui les espoirs, les perspectives de lutte, l'espace politique d'un mouvement d'opposition réel sont réduits à néant, cela – pour user d'une de tes expressions favorites – « sera mis sur ton compte » à toi aussi.

Notes du traducteur

1. Quotidien de centre gauche.
2. Revue intellectuelle de gauche, qui n'existe plus aujourd'hui.
3. On appelait ainsi en Italie, dans le jargon de l'époque, les accidents du travail survenant dans les usines.

PIERGIORGIO BELLOCCHIO

**Réflexions à voix haute
sur le terrorisme et le pouvoir**

1980

Au-delà des éléments qui font douter de leur valeur sur le plan juridique, les « confessions » des « repentis » fournissent un témoignage dramatique sur ce que la « nouvelle gauche » a *aussi* été. Je me réfère en particulier à un genre de manipulation et d'instrumentalisation pratiqué par certains leaders aux dépens des militants de base (presque un rapport de maître à chien), utilisant leur supériorité culturelle et sociale, exploitant la sujétion, la dépendance, le besoin d'action de ces derniers, et les laissant cyniquement tomber quand les choses tournent mal.

*

Depuis quelques années – et de façon toujours plus évidente depuis la séquestration et l'assassinat d'Aldo Moro (1) –, nous avons tous pu constater sur la question du terrorisme un net décalage entre la voix du pouvoir (du côté de la Démocratie chrétienne comme du Parti communiste) et celle des citoyens. Je ne me rappelle pas avoir jamais entendu, ces dernières années, un seul artisan, travailleur indépendant, fonctionnaire, etc. faire état de son inquiétude, de sa désapprobation, voire simplement d'un peu de pitié pour les victimes de crimes politiques surtout lorsqu'elles appartenaient à la classe dirigeante. Je me souviens en revanche d'avoir entendu de lourdes plaisanteries, des remarques cyniques, parfois même des commentaires ouvertement approuvateurs. On peut imputer cette attitude

à la lâcheté, à des mécanismes psychologiques de défense, etc. Mais au fond de tout cela il y a un profond mépris pour la classe dirigeante, une détestation radicale. La Démocratie chrétienne, qui gouverne l'Italie depuis plus de trente ans (et qui sait pour combien d'années encore?) n'est jamais parvenue à instaurer une relation de confiance avec ses électeurs. La grande majorité de ceux qui votent le font « en se bouchant le nez ». C'est le choix du moindre mal. Il n'y a ni approbation ni reconnaissance. Il y a en revanche de la déception, de la honte, souvent une véritable haine. Mais de cela, la presse n'aime pas parler.

Elle a fait en revanche des allusions, certes extrêmement pudiques, aux désaccords entre la ligne officielle du Parti communiste italien [P.C.I.] et des syndicats, au sujet du terrorisme, et l'attitude de la base ouvrière. Les très rares fois où la presse fait entendre la voix des ouvriers, on est surpris par leur degré d'autonomie, par leur résistance à la manipulation, tant vis-à-vis des médias que du parti et du syndicat. Cela ne veut pas dire que les ouvriers ont toujours raison, mais simplement qu'ils refusent les slogans, les mots vides du pouvoir. Que leurs sentiments et leurs opinions puissent se rapprocher de la logique des terroristes, parfois même coïncider avec elle, devrait susciter au sein du Parti communiste et dans les syndicats une inquiétude beaucoup plus grande qu'on ne le constate effectivement. La seule autocritique que les dirigeants concèdent porte sur des carences de communication – « Nous n'avons pas su nous faire comprendre » –, alors qu'il est clair que ce n'est pas un problème de forme, mais de contenu. La ligne, les programmes sont tellement faibles, équivoques, inconsistants, qu'en comparaison le terrorisme paraît plus concret, plus réaliste. À l'« autonomie du politique » correspond parfaitement l'autonomie à l'égard de la politique.

Le fait que le peuple italien vote, dans sa grande majorité, pour les partis traditionnels n'a jamais signifié qu'il se reconnaisse dans les institutions. C'est une chose si évi-

dente qu'elle n'a pas besoin d'être démontrée. On peut en donner les explications les plus variées, à commencer par la formation relativement récente de l'État national.

Ce qui est certain, en revanche, est que ces institutions n'ont rien fait pour favoriser la résorption d'une telle fracture; elles ont même tout fait pour l'aggraver jusqu'à la rendre irrémédiable.

*

La raison que Giulio Andreotti, qui était à l'époque chef du gouvernement, mit tout de suite en avant (et qui fut reprise par tous les partis, P.C.I. en tête) contre toute possibilité de négociation avec les Brigades rouges pour la libération de Moro, fut qu'on ne peut pas négocier avec des gens qui ont « les mains rouges de sang ». Si ce principe avait la moindre valeur, les relations entre États et entre partis n'existeraient pas; depuis toujours, on traite et on pactise avec tout le monde, depuis toujours on serre des « mains rouges de sang ». Dernièrement (le 14 février 1980), Andreotti est revenu sur le sujet à l'occasion d'un journaliste. Or il ressort assez explicitement de ses propos actuels que, si les négociations furent alors refusées, ce fut moins pour des raisons de principe que par calcul politique :

Si nous avions négocié, quelles auraient été les conséquences? Tout l'appareil de l'État aurait été désarticulé. [...] Comment aurait-on pu maintenir en marche l'État, l'administration, la sécurité publique, si nous avions négocié l'échange avec les Brigades rouges? Quelle autorité serait-il resté au gouvernement? Qui lui aurait encore obéi?

Autrement dit, la négociation était impossible parce que le gouvernement et l'État n'avaient pas assez d'autorité, parce qu'ils étaient trop faibles pour se le permettre, tandis qu'un gouvernement et un État forts du soutien de la société auraient eu la possibilité et même le devoir de le faire.

Quand bien même certains membres de la Démocratie chrétienne n'auraient pas eu l'intention délibérée de supprimer Moro, ils avaient clairement conscience du fait que son sacrifice était un prix tout à fait convenable pour se faire pardonner l'inefficacité, la corruption et l'inaction, et pour continuer à gouverner selon les modèles habituels; l'ouverture de négociations avec les Brigades rouges aurait, en revanche, brisé la continuité, remis en question la gestion du pouvoir, les règles du jeu. Le plus impressionnant est que, *sur le papier*, l'Italie n'avait jamais eu, depuis trente ans, un gouvernement aussi fort, soutenu par un consensus aussi large (du Parti communiste au Parti libéral). Et jamais un gouvernement ne s'était senti aussi impopulaire, aussi discrédité, aussi détaché de la nation. Il voulut pourtant maintenir cet état de choses. L'« autonomie du politique » est vraiment le principe sur lequel notre système repose.

Dans le même entretien, Andreotti déclare aussi que l'ouverture d'une négociation pour sauver Moro aurait exposé le gouvernement au risque d'une suite de chantages sans fin. Le vice de l'argument – qui à première vue semble irréfutable – est qu'il se fonde sur le présupposé selon lequel la négociation est un acte de faiblesse, alors qu'elle est exactement le contraire. La disposition à négocier est toujours un signe de force, précisément parce qu'on ne craint pas de mettre en discussion sa propre autorité. C'était exactement ce que le gouvernement et les forces qui le soutenaient ne voulaient pas faire, parce qu'ils se savaient faibles, dépourvus d'autorité et de consensus. En réalité, une négociation honnête, réaliste, qui se serait traduite par une *proposition concrète* – par exemple, la libération de Moro contre celle d'un membre des Brigades rouges emprisonné – aurait suscité une grave crise au sein des Brigades rouges, aurait ébranlé leurs sympathisants et aurait entièrement rejeté sur elles la responsabilité de l'assassinat de Moro. Celle-ci, étant donné la façon dont on a voulu que l'histoire finisse, est partagée à égalité entre les Brigades rouges et l'ensemble

des partis représentés au Parlement. Conclusion : un État fort négocie, subit une défaite tactique, certain de prendre à brève échéance sa revanche ; un État faible mais décent, suffisamment honnête, cède au chantage, sauve une vie, certain de ne pas perdre pour autant la face, de même qu'un gentilhomme, en cas de nécessité, peut pactiser avec un malfaiteur sans craindre de se salir ; un État criminellement faible et honteusement criminel, qui est la cause première et le principal coupable du guêpier dans lequel il s'est mis, ne peut rien faire. Par conséquent, il ne fait rien, et il appelle cette attitude « fermeté ».

*

Plus la magistrature et les médias enquêtent, avec une méticulosité morbide et surtout beaucoup de nonchalance et de légèreté, sur les origines du terrorisme, sur les réseaux de la « nouvelle gauche », sur les relations entre les thèses politiques et les complots, entre l'enseignement universitaire et les bandes armées, plus ils forgent de généalogies où le pavé engendre la barre de fer qui engendre le cocktail Molotov qui engendre l'explosif qui engendre le P-38 qui engendre la mitrailleuse qui engendre le missile, etc., plus ils exhument d'assemblées, de réunions stratégiques, de dissolutions de groupes, de fondations de revues, de conférences de rédaction, etc., bref, plus ils s'intéressent au *comment*, plus ils refoulent le problème réel, la question fondamentale : *pourquoi* le terrorisme.

On persiste à considérer le terrorisme comme un phénomène limité à un secteur ou à un groupe précis, comme un processus spontané, sans aucun rapport avec la situation du pays, avec la réalité sociale, économique, politique. De même que le choléra est transmis par le vibrion, de même le terrorisme se développerait chez ceux qui ont absorbé un certain poison idéologique.

Le terrorisme de ces dernières années est un phénomène complexe, et je ne songe nullement à nier l'utilité

qu'il y a à en découvrir les matrices idéologiques, à en étudier les phases successives, à différencier un groupe d'un autre sur la base de leurs modalités d'action spécifiques. Tout cela est bel et bon, mais on ne comprend pas pourquoi, tandis que les enquêtes sur les relations et les apparentements surabondent, tandis qu'on élabore des hypothèses et qu'on traque le détail, on néglige complètement l'assassin. Qui ne se cache pas, que tout le monde connaît. Ou peut-être ne le comprend-on que trop bien, dès lors que c'est précisément lui qui lance et dirige les recherches, et qui prétend paradoxalement vouloir éradiquer le phénomène et punir les coupables. Je ne parle pas ici du rôle actif, direct, joué par le pouvoir dans le terrorisme, de la complicité de certaines forces politiques, de l'implication des services secrets, etc. Je veux parler du visage manifeste, « normal », quotidien, du pouvoir.

Des ministres qui ne gouvernent pas ; des partis qui empêchent des pots-de-vin ; des industries qui tuent ; des bases de lancement de missiles ; pas assez de maisons, d'écoles, d'hôpitaux ; des institutions éléphantines qui dévorent l'argent public sans fournir le moindre service efficace ; de hauts magistrats qui protègent les malfaiteurs ; scandales financiers, fraudes fiscales, malversations, mafia, camorra, chômage... Telle est l'Italie où le terrorisme naît et se développe. Voulez-vous nier qu'il y ait un rapport ?

À l'heure où j'écris ces pages, on vient de tuer le docteur Paoletti, directeur de l'Icmesa. C'est non seulement un crime, mais un acte inutile, en ce sens qu'il ne fera pas avancer d'un pouce sur la voie de la recherche des responsabilités et de la punition des coupables de la catastrophe de Seveso (2). J'ignore quelles étaient les responsabilités spécifiques du docteur Paoletti. C'est précisément là qu'est le problème : dans ce pays, on ne sait jamais rien. Le système en vigueur se fonde sur l'impunité de ceux qui commandent, sur l'irresponsabilité des responsables, sur l'inamovibilité des puissants. Ne voyons-nous pas toujours

les mêmes sales gueules se relayer depuis trente ans? Il y a eu dans tous les pays, depuis la Deuxième Guerre mondiale, des dizaines de présidents, de chanceliers, de premiers ministres... En Italie, aucun méfait, aucun échec ne peut éloigner les politiciens des postes de commandement; et comme si cela ne suffisait pas, pour eux – et seulement pour eux – il n'existe aucune limite d'âge. Même au Vatican, il y a désormais un âge de la retraite pour les cardinaux; mais nos politiciens, seule la mort a le pouvoir de les arracher à leurs fauteuils. Pour un citoyen doté d'un minimum de sensibilité, voir la tronche d'Andreotti, de Fanfani, de Cossiga, de Craxi et consorts – ce qui se produit quotidiennement – équivaut à recevoir une claque ou un crachat. Rien ne changera jamais, sinon en pire.

Hélas, ce système a contaminé et corrompu en profondeur tout le pays: la tendance générale au poste garanti, le refus du travail, le mépris du professionnalisme, la fuite devant toute responsabilité, le parasitisme, la quête du privilège, le recours systématique au piston, reproduisent ce qui se passe dans les hautes sphères. Même les aspirations les plus modestes – le prolétaire qui veut se faire engager dans la fonction publique, le rescapé de 68 qui veut que son emploi précaire soit transformé en contrat à durée indéterminée – reflètent, à une échelle microscopique, l'arrogante prétention de la classe dirigeante à l'inamovibilité, à l'irresponsabilité, à l'impunité. Dans les classes et les couches subalternes, ces tendances, loin d'être des signes de force, ne font que confirmer la dépendance, l'intériorité. « C'est à l'État d'y pourvoir », « c'est à eux d'y penser », etc.: les formules de ce genre, hargneuses en apparence, expriment en réalité leur dépossession (chacun se prive de ses propres droits et de ses propres devoirs), le renoncement à intervenir, à prendre part aux décisions, à contrôler, à compter pour quelque chose. Par conséquent, elles confirment et perpétuent la délégation aveugle, l'arbitraire de ceux qui commandent et décident.

*

Nous ne savons pas, nous ne saurons jamais dans quelle mesure les ficelles du terrorisme sont tirées par le pouvoir.

Mais cela me préoccupe beaucoup moins que l'extension de l'aire de recrutement du terrorisme. La grande majorité des jeunes se plie aux règles du jeu social et les accepte ; on se remet à obéir. Mais il y a – comme toujours – un reste, un résidu : ceux qui ne s'adaptent pas, parce qu'ils ne le veulent pas ou parce qu'ils n'y arrivent pas. Une minorité, certes, mais numériquement importante. Une minorité de cette minorité est disponible pour le terrorisme : peu de gens par rapport à la population totale, mais toujours assez pour assurer au terrorisme une continuité, et peut-être une croissance.

La drogue, la délinquance, le terrorisme sont des effets de la désagrégation, de la marginalisation, de l'exclusion, de la déception. La violence terroriste, comme les autres manifestations que je viens de mentionner, exprime le refus de ceux qui se sentent refusés, la négation de ceux qui se sentent niés. Cela devrait être une évidence pour tout le monde ; il faut pourtant le rappeler, étant donné que des éditorialistes réputés sérieux définissent encore les terroristes comme des « loups enragés » (Scalfari, dans *La Repubblica*) ou les comparent aux « Mongols de Gengis Khân » (Alberoni, dans le *Corriere della Sera*).

Nous devons au contraire partir du fait que ceux qui optent pour la lutte armée le font sur la base d'un jugement (que celui-ci soit juste ou erroné) ; ils attribuent à leur choix une valeur politique, dans la mesure où il se veut un dépassement de la passivité (qu'expriment en revanche la délinquance et la drogue) ; ils se prétendent porteurs d'une justice et d'une morale supérieures. Justice et morale monstrueuses, nées de l'absence de toute justice et de toute morale. Cette charge éthique était certainement beaucoup plus forte dans la première génération du terrorisme,

et il ne fait aucun doute que, dans le terrorisme aussi, il y ait eu une dégradation, parallèle à celle de la vie politique du pays. L'honneur du terroriste ne semble plus désormais fondé que sur les valeurs du risque et de la fidélité, valeurs essentielles de tous les fascismes et de toutes les mafias.

Le refus d'utiliser les explosifs « parce qu'ils font partie de l'arsenal traditionnel des groupes fascistes », ou encore la thèse selon laquelle « l'expropriation (3) n'est pas seulement un moyen d'autofinancement, mais surtout un instrument pour attaquer le système capitaliste bourgeois » expriment encore des valeurs morales et politiques – peu importe ici, encore une fois, que celles-ci soient justes ou erronées. En revanche, jouer à brouiller les pistes, se réjouir parce que tel attentat exécuté par des camarades a été attribué aux fascistes, donner à l'expropriation « une fin entièrement pratique » en soutenant qu'« on va chercher l'argent où on peut », adopter la mafia comme modèle de l'Organisation, tout cela reflète une phase dégénérative au cours de laquelle le terrorisme a pris le même visage atroce que le pouvoir. Il a certainement été vrai qu'aux yeux de certains terroristes, une attaque à main armée exécutée par l'Organisation n'était pas la même chose qu'une attaque à main armée quelconque : elle s'en distinguait non seulement par le but ultime (financer la révolution), mais aussi par l'esprit dans lequel elle était menée, qui en faisait un acte dirigé contre les valeurs capitalistes ; les actions doivent avoir une signification, une justification par elles-mêmes, avant d'être légitimées par le but supérieur. Selon la logique de certains autres, on prend l'argent là où il est, en fonction des besoins ; un pas de plus et on accepte l'argent d'où qu'il vienne, puisque ce qui compte est l'usage qu'on en fait. Cette excuse opportuniste est depuis toujours la caractéristique des oppositions factices. Mais l'aspect le plus grave est que le militant de base, l'exécutant matériel, est dépossédé de la valeur de son action, puisque le but supérieur (l'utilisation de l'argent) relève de la compétence de la seule instance supérieure (le sommet de

l'Organisation). Un mouvement qui reproduit en son sein la structure même du système qu'il déclare combattre – séparation entre les dirigeants et les dirigés, non-participation, etc. – cesse d'être un mouvement d'opposition ; il se suicide. Il ne sert plus qu'à former un personnel de rechange, voué à remplacer la classe politique dont il se dit l'ennemi. (Telle fut probablement l'ambition de certains leaders de la prétendue « Autonomie ».)

Mais ne nous faisons pas d'illusions. Dans un pays où personne n'est disposé à risquer quoi que ce soit et où la trahison, le retournement de veste, l'opportunisme sont la règle, un certain nombre de jeunes estimeront toujours que le seul fait de mettre leur vie en jeu et d'être fidèles à leur clan, à leur secte, suffit à les justifier. Il ne sert à rien de poursuivre en justice le journal *Lotta continua* sous prétexte qu'il publie des lettres de jeunes qui font connaître leur décision de passer à la lutte armée. Il faut prendre acte de la réalité, comprendre, et non prêcher. Il ne suffit pas de répéter que le terrorisme est moralement aberrant et politiquement voué à l'échec. Dans l'article cité plus haut, où les terroristes étaient qualifiés de « loups enragés », Eugenio Scalfari concluait : « Pour vaincre le terrorisme, il suffit que chacun poursuive avec tranquillité et fermeté son travail quotidien. C'est la seule réponse valable... » J'ose espérer que ce « chacun » n'inclut pas nos gouvernants, les politiciens, la classe dirigeante. Mais quand bien même il ne se référerait qu'à une présumée « partie saine » de la nation, il serait encore inacceptable.

Tant que « chacun » continuera à penser qu'il n'a rien à se reprocher, qu'il n'y a rien à remettre en question dans ce « travail quotidien » qui est le sien, nous ne sortirons jamais de la situation critique qui est la nôtre.

*

La réponse du pouvoir à cette situation, dont il est le principal responsable, ne poursuit qu'un seul but : le main-

tien du pouvoir. D'un côté, on assouvit d'inutiles vengeances posthumes sur des groupes et des gens qui n'ont jamais constitué un réel danger (si cela avait été le cas, pourquoi n'est-on pas intervenu il y a dix ans, alors que la magistrature, la police et les carabiniers étaient déjà au courant de tout?). De l'autre, on durcit les peines, on limite les garanties légales et les libertés, tout en sachant fort bien qu'il s'agit de mesures de pure propagande, sans la moindre efficacité pratique.

Criminaliser « 68 » pour frapper le terrorisme est insensé. Si, au cours des luttes qui ont suivi, des crimes restés impunis ont été accomplis, un État pourvu d'un minimum de décence n'a qu'une seule chose à faire : les amnistier. Depuis toujours, les amnisties ont eu pour fonction de réintégrer, une fois le péril passé, des couches sociales qui s'étaient dressées contre les lois – je pense ici à l'amnistie des déserteurs après la Première Guerre mondiale, à celle des combattants de la République de Salò après la Deuxième (5), et à celle des crimes commis il y a une dizaine d'années pendant les luttes de l'« été chaud » (6). Ce serait un signe de force, non de faiblesse, et cela légitimerait en quelque sorte une plus grande rigueur contre les crimes actuels. Au lieu de quoi l'on continue à pratiquer l'intimidation, suscitant un climat de peur et de soupçon généralisés, favorisant par des récompenses excessives les collaborations les plus équivoques. Mais surtout, rien ne laisse présager que le pouvoir entend faire quoi que ce soit pour supprimer les causes qui produisent les phénomènes de désagrégation, au nombre desquels il y a aussi le terrorisme. Aucun programme de réforme, aucune allusion à la nécessité de moraliser, de faire un peu de ménage. Le mot d'ordre de la défense de l'État est une excellente excuse pour que notre classe dirigeante conserve et renforce son pouvoir, confirme son inamovibilité et son impunité. Le terrorisme a été et est encore une véritable providence pour le pouvoir. Il est par conséquent légitime de penser qu'il n'est pas très pressé de se passer de ses services.

Et naturellement il faut que, nous aussi, nous nous regardions dans le miroir. Sans hystérie, sans catastrophisme. En quelques années à peine, beaucoup de grands mots – Révolution, Libération – sont devenus vertigineusement vides, au moment même où on en parlait jusqu’à la nausée. Nous devons maintenant nous en passer, nous rendre compte que, pour une bonne part, ce n’était rien d’autre que des mots : non pas en soi, mais dans la consommation qui en était faite. Alors qu’il devient à la mode de dire que la révolution est l’opium du peuple, il faut reconnaître que le mot « révolution » a incontestablement agi comme une drogue. Le slogan défensif « Ni avec les Brigades rouges ni avec l’État », qui fut pourtant considéré à l’époque comme scandaleux, était juste en soi. Mais il était insincère, hypocrite. Il était idéologique. Je crois que la grande majorité de ceux qui l’ont adopté furent et sont – dans les faits, concrètement – beaucoup plus insérés et intégrés dans le système qu’ils ne voulaient (et ne veulent encore) le croire. À part certains livres et certains journaux que nous lisons, à part certains discours – bref, à part l’idéologie –, nous sommes profondément complices du présent ordre social. La quasi-totalité de notre existence se déroule selon les canons établis, en observant les règles du jeu : travail, études, famille, divertissements, maison, automobile, télévision, cinéma, musique, mer, montagne, soldes de fin de saison... Alors que le pouvoir voudrait faire dériver le terrorisme directement des mots que nous utilisons, je crains que nos responsabilités ne soient plutôt exactement inverses. Certains choix en faveur de la lutte armée ont été accélérés aussi (j’ignore dans quelle mesure) par la constatation de notre inertie, de notre inefficacité politique, par le dégoût du verbiage, par la volonté d’en finir avec les mots. Alors que le pouvoir recherche parmi nous les compagnons de route, les complices des terroristes, je me demande mélancoliquement combien de jeunes ont pris un revolver notamment parce qu’ils étaient persuadés de notre complicité avec le pouvoir.

Notes du traducteur

1. Dirigeant démocrate-chrétien tué par les Brigades rouges le 9 mai 1978.

2. En 1976, une panne dans un réacteur de l'usine chimique de Seveso (Italie du Nord), répandit des doses massives de dioxine, substance extrêmement toxique, dans la région environnante.

3. C'est-à-dire le braquage de banques.

4. Journal de l'organisation gauchiste du même nom (1969-1982). Piergiorgio Bellocchio fut le premier directeur de cette publication, dont il assumait la responsabilité légale – ce qui lui valut plusieurs inculpations – sans toutefois participer à sa rédaction.

5. La République sociale italienne, dite « République de Salò » – du nom de la ville de Lombardie qui en constituait le siège –, fut un État fantoche dirigé par Mussolini sous le contrôle de l'Allemagne nazie de septembre 1943 à avril 1945, après la chute du régime fasciste.

6. Le mouvement de « 68 », en Italie, a atteint son point culminant durant l'été 1969.

Piergiorgio Bellocchio, *Nous sommes des zéros satisfaits*

Traduction Jean-Marc Mandosio.

Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2011

Les Amis de Bartleby, avril 2023

lesamisdebartleby.wordpress.com